

Département des travaux publics
De la ville de Delémont

CARTE DES DANGERS

RENCONTRE DU 5 NOVEMBRE 2007
AVEC LES ASSOCIATIONS ET MILIEUX CONCERNES

Présents : selon liste annexée

M. Parrat ouvre la séance et remercie les personnes présentes à cette importante séance d'information avec les milieux concernés.

Le Conseil communal envisage un laps de temps de 10 à 12 ans pour la réalisation de cette carte et de faire en sorte que l'on puisse vivre sur les rives de la Sorne tout en tenant compte des éléments naturels.

Il explique que ce dossier a débuté il y a quelques temps déjà, et en date du 15 mai 2007 par l'adoption de la carte des dangers par le Conseil communal.

Il précise qu'à la suite de cette séance, le Conseil communal souhaite associer les associations et milieux concernés à toutes les étapes de la réalisation de cet important projet.

Il passe la parole à M. Magnollay pour présenter le dossier.

Les études préliminaires ont été subventionnées par l'OEPN et l'ECA.

M. Parrat réitère la volonté de la commune que ce dossier soit mené de façon participative et concrète avec les associations. Ainsi, il prie les personnes présentes de prendre d'ores et déjà note de la date du **mardi 27 novembre 2007 à 17h30** car une nouvelle rencontre aura lieu avec les associations.

M. Urfer de l'OEPN prend la parole et remercie les représentants de la commune d'avoir associé l'Office cantonal à cette démarche.

Il félicite la commune de Delémont de la démarche globale qu'elle avait déjà entreprise par l'adoption de la carte des dangers et qui s'est confirmée avec les événements du moi d'août 2007.

Les subventionnements prévus par le canton et la confédération sont d'ores et déjà inscrits dans leurs budgets.

Le président ouvre la discussion :

Question

- Mme Merguin dit que depuis 8 ans on élabore une loi sur la protection des eaux. La loi actuelle n'a pas une vue globale de la gestion des eaux. Les aspects revitalisation des cours d'eau, bassin versant, etc., doivent être analysés dans leur globalité. Il semblait alors étonnant que la commune de Delémont se lance seule dans ce projet. A son avis, il faut se lancer dans une vision plus globale de la revitalisation des cours d'eaux.

Réponse

- ✓ M: Urfer dit qu'il est important maintenant d'avancer pas à pas. La réflexion que la ville de Delémont a menée avec la carte des dangers démontre qu'elle est allée voir ce qu'il était possible de réaliser dans le bassin versant. Il répète que la commune de Delémont a pris les devants dans ce domaine, avec l'accord de la Confédération et du Canton. Il conçoit que plus le projet est important et cela prend du temps pour sa réalisation.

Question

- M. Lièvre représente les pêcheurs jurassiens et pour l'ensemble il est rassuré de ce qui a été présenté ce soir.
Il tient à faire remarquer qu'élargir le cours d'eau est très utile s'il peut avantager le lit du cours d'eau, mais ce n'est pas toujours le cas. Il salue la démarche prévue au centre ville. En ce concerne le secteur de la Grande Ecluse, il faut faire attention lorsqu'on souhaite élargir (sous-berges qu'il ne faudrait pas détruire si ce n'est pas absolument nécessaire).

Réponse

- ✓ Les remarques seront prises en compte.

Question

- M. Simonin salue les mesures prévues. Il rappelle que les corrections de cours d'eaux impliquent des impacts sur les emprises des terrains agricoles. Pour la commune de Delémont, les emprises sont modestes.
M. Simonin demande combien la commune encaisse annuellement de taxe des digues ?

Réponse

- ✓ Depuis 2007, la taxe des digues est de 0,14 ‰ de la valeur officielle, ce qui représente environ frs 225'000.-/an. Il est prévu de passer à 0,24 ‰, ce qui produirait environ frs 400'000.- annuellement.
- ✓ Sur 10 ans, avec une entrée de l'ordre de 400'000.-/an, cela permettra de faire face aux dépenses.
- ✓ L'ECA a également été sollicité et la commune attend encore la réponse de cet établissement.
- ✓ M. Urfer complète en disant que le financement proposé ici est causal, vu que le règlement des digues prévoit que ce sont les propriétaires fonciers qui financent l'entretien des cours d'eau.

Question

- Il n'est pas question de la Birse dans la carte des dangers. Elle n'occasionnerait pas d'inondations sur la commune de Delémont ?

Réponse

- ✓ M. Moritz répond que le Gouvernement jurassien a décidé d'établir un plan d'urgence et une série de propositions de mesures en ce qui concerne les mesures de protection renforcée là où le péril est le plus important. Il rappelle que la Birse est le cours d'eau qui a causé le plus de dommages dans le Jura.

Question

- L'ECA dit sa satisfaction de voir que cela bouge enfin et il salue Delémont qui a entrepris les démarches.
- L'ECA ne se substitue pas aux communes et aux cantons. Il a proposé au Conseil d'administration de financer la part cantonale à 75 % la carte des dangers. Elle prend également ses responsabilités au sujet des bases légales. La loi précisera les choses en matière de protection des dangers naturels. L'ECA rappelle que c'est un partenaire qui peut être sollicité non seulement financièrement, mais également par exemple en ce qui concerne dans le cadre des dossiers de permis de construire.

Question

- M. Studer demande comment on pense gérer la végétation ?

Réponse

- ✓ M. Magnollay explique qu'il faut effectivement bien gérer jusqu'où on laisse aller la végétation et où on intervient.

- ✓ M. Moritz complète en disant que le but est de diversifier aussi bien dans la forme du lit que dans les espèces végétales. Le déficit est de récupérer ce qui a été détruit au cours du dernier siècle. En y mettant des bêtes, cela ne permettra pas de laisser pousser les espèces végétales.

Question

- WWF jura tient à saluer les mesures prises par Delémont. Ce genre de projet butte souvent avec les propriétaires fonciers, quelles démarches sont entreprises à Delémont ?

Réponse

- ✓ M. Jaquier répond qu'il y a deux secteurs bien sensibles. Le premier est l'Etat et l'autre est le secteur Morépoint où des démarches ont déjà été entreprises avec le propriétaire, notamment par le concours Européen et par l'intégration d'un principe de plan d'eau, etc.
- ✓ Par la suite, toute la problématique des terrains qui ne seraient plus constructibles sont gérés par la législation.

Question

- M. Rasmann demande concrètement comment est prévue la participation active avec les associations ?

Réponse

- ✓ M. Parrat rappelle que toutes les mesures urgentes qui devront être entreprises seront communiquées par écrit aux associations et milieux concernés environ 2 semaines avant l'intervention.
- ✓ M. Jaquier informe qu'il y aura des étapes clés auxquelles les milieux seront associés, mais il n'y a pas encore de planning arrêté.

Question

- M. Anker demande si le chiffre de 100 millions donné est basé sur ce qui s'est passé lors des dernières inondations ?
- Y a-t-il une réflexion urbanistique autre que le débit de la Sorne uniquement sur le tronçon centre ville ?
- Pourrait-on poursuivre la réflexion sur le bassin versant en ce qui concerne également le potentiel de rétention d'eau ?

Réponse

- ✓ M. Parrat demande à M. Bourquard s'il y a des estimations ? Lorsque l'eau est arrivée par voie de surface (intervention de l'ECA) il y eu pour environ 10 millions de francs.
Il n'a pas d'estimation de tous les dégâts liés aux refoulements qui sont eux couverts par les assurances privées.
Mme Sorg informe que pour le Gros-Seuc uniquement, il y a env. 1,1 millions de dégâts.
- ✓ M. Magnollay précise que ces chiffres sont estimés sur une crue centennale et où tout se passe mal.
- ✓ En ce qui concerne la réflexion urbanistique, un projet sera lancé l'année prochaine.
- ✓ M. Urfer dit qu'en ce qui concerne les mesures de rétentions, il est demandé de plus en plus aux particuliers de retenir au maximum les eaux avant de les laisser s'infiltrer.

Question

- M. Studer demande s'il y a une incidence si on cure le Ticle ?

Réponse

- ✓ Un débit d'environ 110 m³/seconde de la Sorne correspond à une crue centennale. Actuellement, on peut faire passer environ 3 à 5 m³/seconde. Ce n'est donc pas une priorité, mais pas à négliger.

Question

- M. Bourquard souhaite que l'on communique également au sujet de ce qui se passera en aval (Soyhières, Laufon).

Réponse

- ✓ On prend note de la remarque.

Question

- Quand seront connus les résultats du concours European ?

Réponse

- ✓ A la fin de l'année et il y aura une information aux propriétaires des terrains ainsi qu'à toute la population.

Question

- Une personne tient à souligner que la solution de surélever les digues n'est pas la seule à prendre en considération, car les problèmes sont également dus aux refoulements de la nappe phréatique.

M. Parrat communique que le classeur de la carte des dangers est à disposition aux services des travaux publics et de l'urbanisme pour qui souhaite le consulter.

La parole n'étant plus demandée, le président lève la séance à 19h00.

Pour la prise de note
Antonella Tamasi


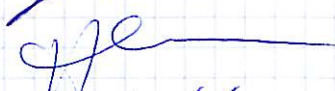
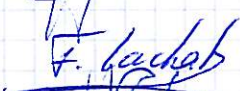

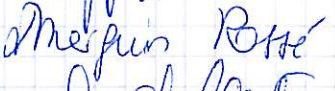





Delémont, le 6 novembre 2007 /at

Annexes : - liste des présences
- présentation informatique de M. Magnollay

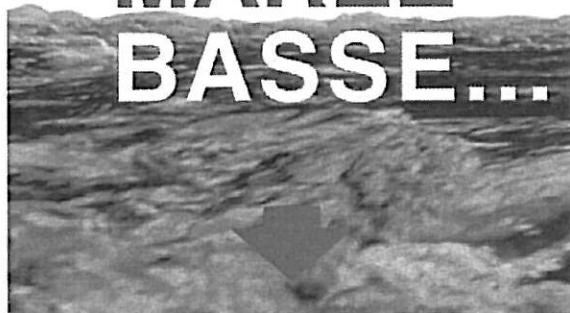
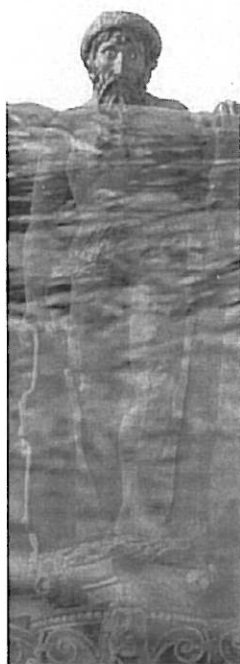
CARTE DES DANGERS

RENCONTRE DU 5 NOVEMBRE 2007 AVEC LES MILIEUX INTERESSES

[illegible]

Association + adresse	Nom, Prénom	Fonction	Signature
Chambre jurassienne d'agri- culture - C.P. 100 - 2253	Maître Jacques	Secrét. adjoint	
WWF JURA	Hennet Jean-Claude	Mandataire	
Pro Natura Jura	LACHAT, Fabian	cons. techn.	
Forum Nature Environnement	EGGER Jean-Pierre	Membre du comit.	
SEPOD Delémont	Merquin Rotté Lucienne	Membre du comité	
BP. 2216	Francine Choller	Membre conseil	
SEPOD	Anker Peter	vice-président	
II	FLURY Flangon	membre	
ECA JURA	BOURQUARD Jean	Directeur	
Service des constructions	M. Theurillat Laurent		
Cercle agricole	PAPE Jean-François	Président	
de Delémont			

DELEMONT MARÉE BASSE...



Anticiper

Tirer les leçons du passé

Limiter les dommages



1 Historique



Modification du pont Gyax sur la route Auguste Q
uiquerez en direction de Bâle

Séance d'information du 5 novembre 2007

1 Historique



Construction d'un mur de protection

Séance d'information du 5 novembre 2007

3
BIS

1 Rôle de l'aménagement local

- Mesures mises en place depuis plusieurs années...
 - Définition d'affectations compatibles avec les zones de dangers
 - Planification cohérente des secteurs sensibles aux crues
 - Fixation de conditions de construction et de mesures de protection dans les permis de construire

Séance d'information du 5 novembre 2007

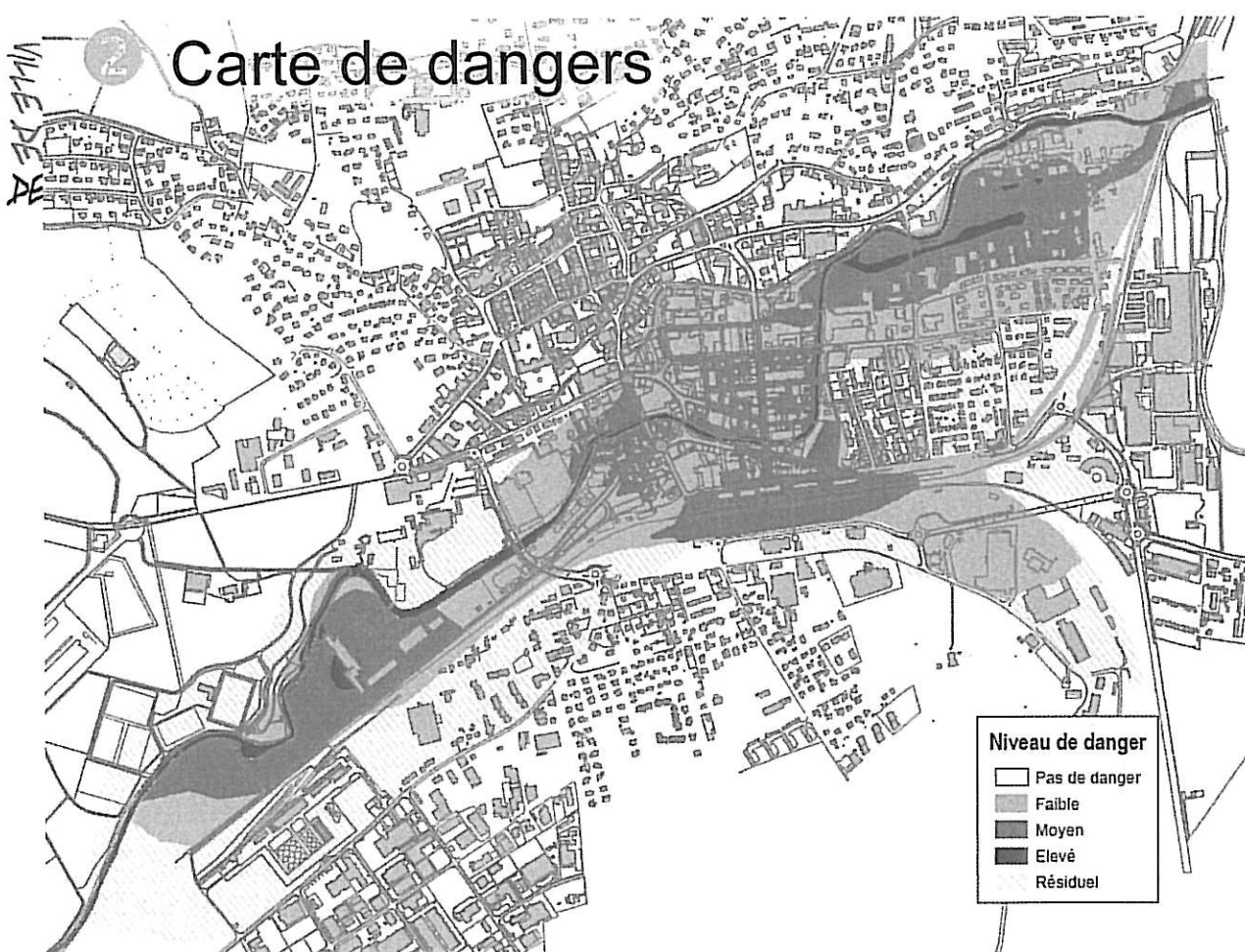
4
BIS

1 A propos de la carte des dangers

- Respecter le cadre légal (CH et RCJU)
- Etablir un bilan de l'état de la Sorne (stabilité des berges et des ouvrages et qualité environnementale)
- Trouver des solutions pour atteindre un niveau de protection suffisant
- Collaborer avec la Confédération et le Canton → Validation et subventions

Séance d'information du 5 novembre 2007

5
BG



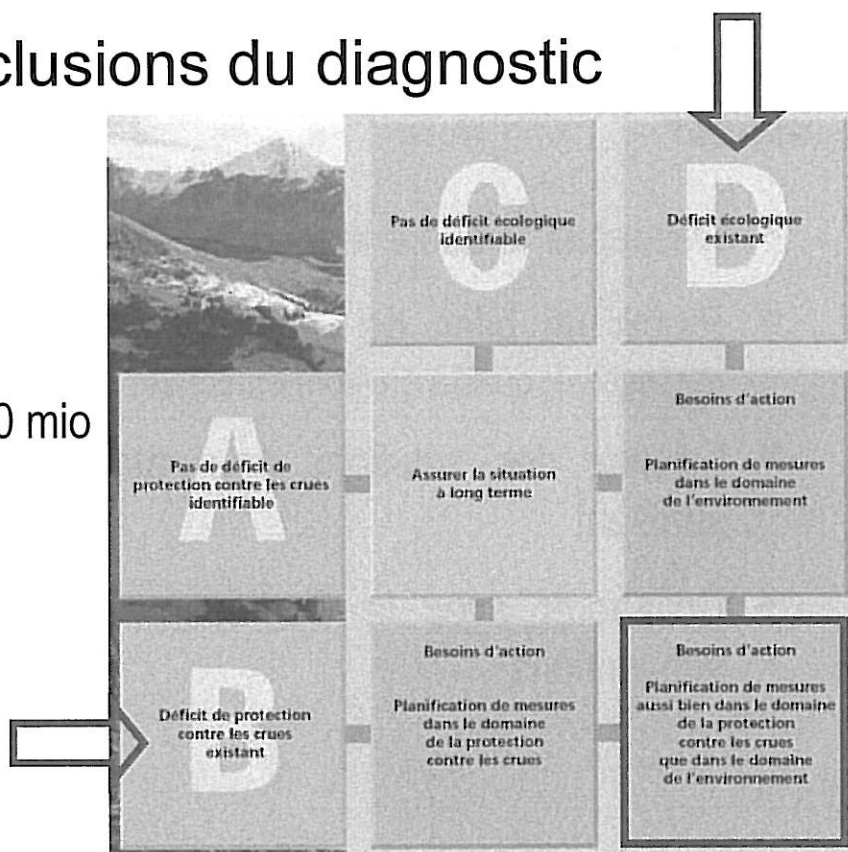
6
BG



1 Conclusions du diagnostic

- Déficit de protection
- Déficit écologique
- Dommages = CHF 100 mio

➔ il faut agir !



Séance d'information du 5 novembre 2007



2 Mesures urgentes



Séance d'information du 5 novembre 2007



2 Mesures urgentes : mesures mobiles

- Mesures mobiles → gérer les débordements
- Protection locale des objets



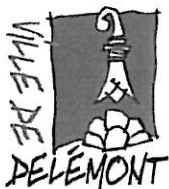
Séance d'information du 5 novembre 2007

2 Mesures urgentes : arrière-digue Grande Ecluse- En Dozière

- Aménagement prévu dans le concept global

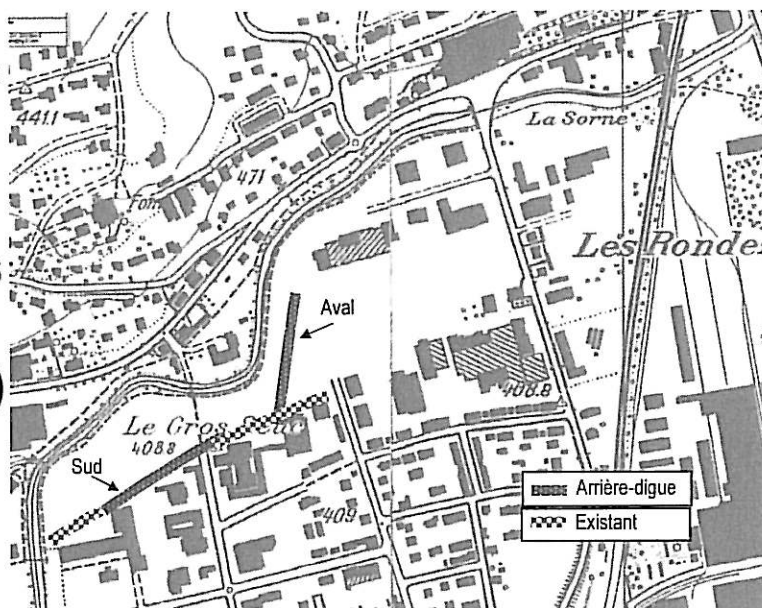


Séance d'information du 5 novembre 2007



② Mesures urgentes : arrière-digue Morépont

- Augmentation du niveau de protection
- Ne suffit pas pour se protéger de crues de temps de retour supérieur à 100 ans (objectifs de protection)

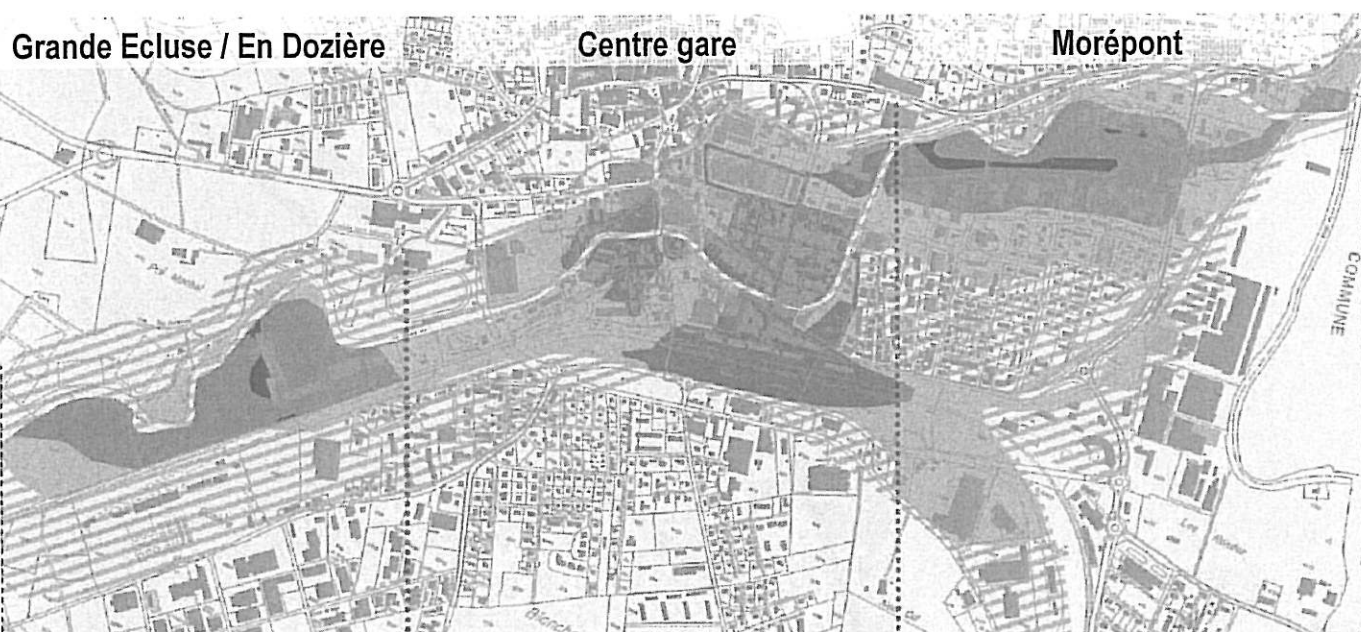


Séance d'information du 5 novembre 2007

11



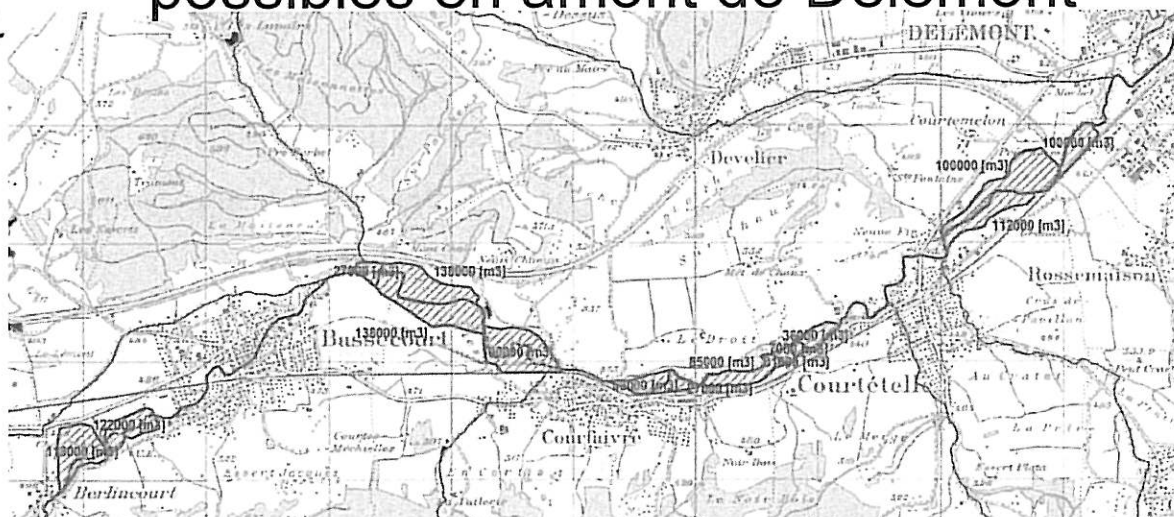
③ Concept global



Séance d'information du 5 novembre 2007

12

3 A propos des interventions possibles en amont de Delémont



Les zones de débordements en amont de Delémont doivent être, dans la mesure du possible, conservées et développées

→ allongement du temps de montée (= temps d'alerte!)

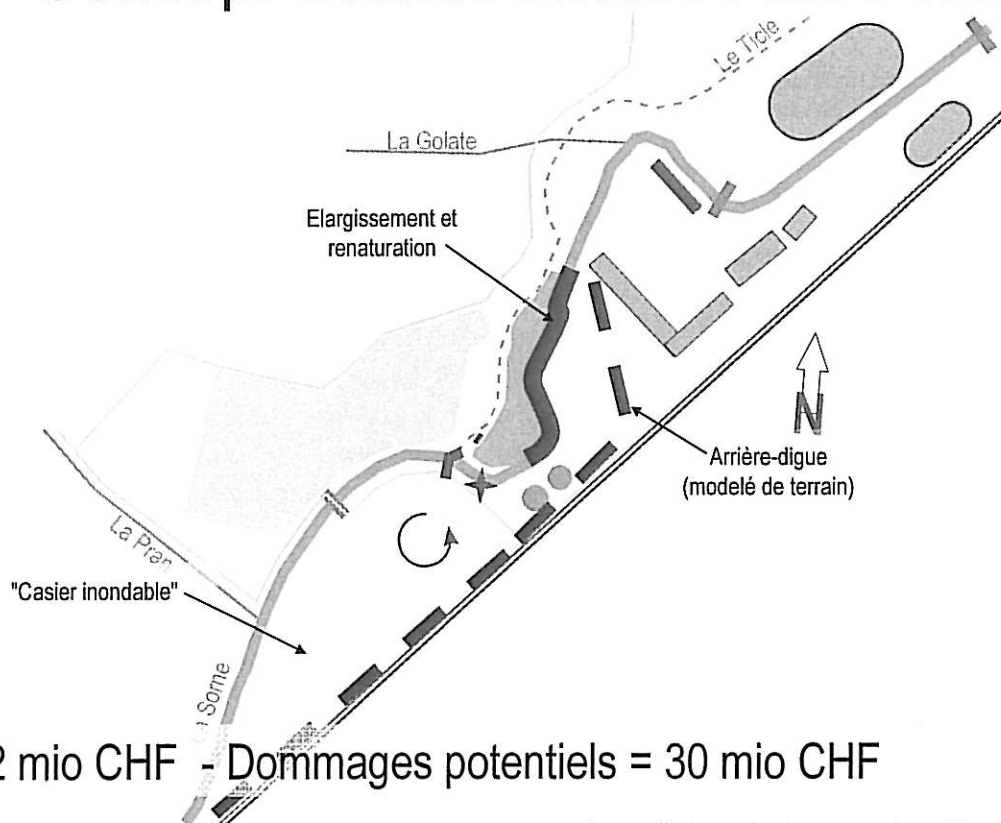
→ "reproduction" du fonctionnement naturel

→ ne suffira pas pour résoudre les problèmes d'inondation de Delémont

Séance d'information du 5 novembre 2007

13
B6

3 Concept Grande Ecluse / En Dozière



Coûts = 1 à 2 mio CHF - Dommages potentiels = 30 mio CHF

Séance d'information du 5 novembre 2007

14
B6



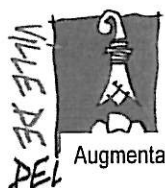
③ Grande Ecluse / En Dozière – principe

- Elargissement de l'espace dédié au cours d'eau
- Lit majeur élargi en fonction de l'espace à disposition
- ➔ plus de place pour les crues
- ➔ plus de place pour la végétation
- ➔ plus de strates de végétation

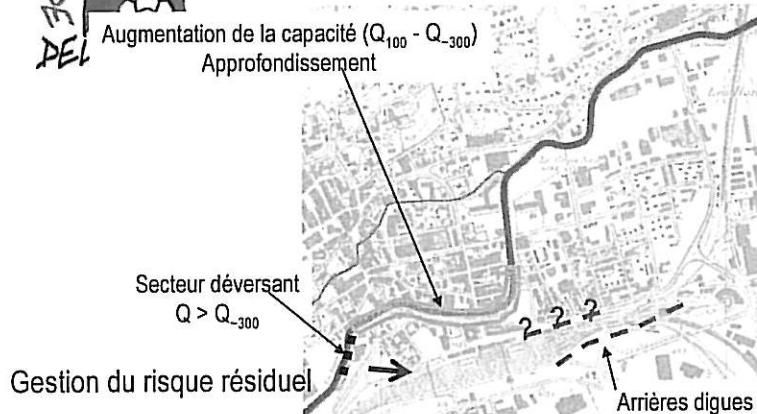


Séance d'information du 5 novembre 2007

15

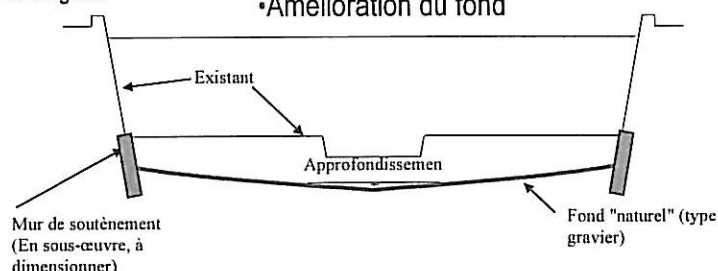


③ Concept Centre-gare



Coupe type

- Approfondissement
- Amélioration du fond

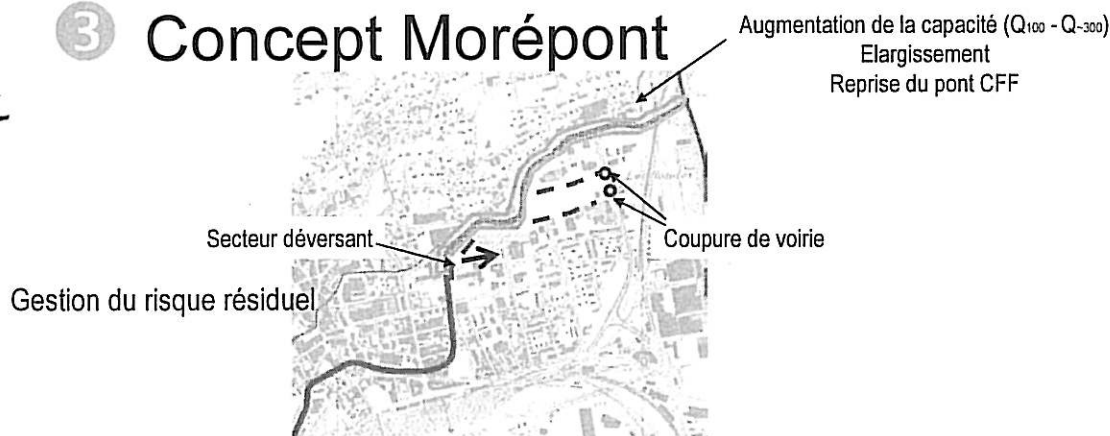


Coûts = 4.4 à 6.5 mio CHF - Dommages potentiels = 55 mio CHF

Séance d'information du 5 novembre 2007

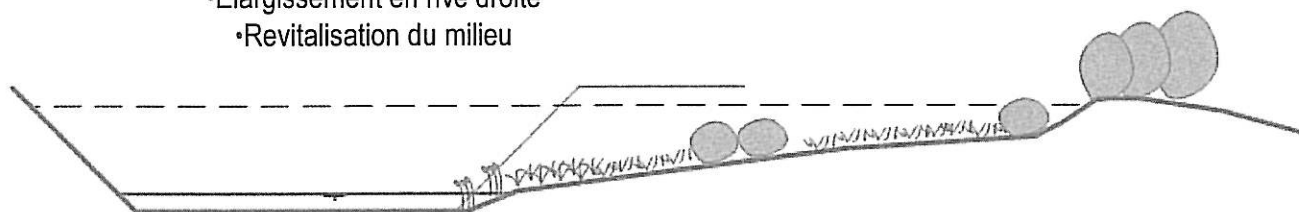
16

3 Concept Morépont



Coupe type

- Elargissement en rive droite
- Revitalisation du milieu



Coûts = 2.4 à 3.2 mio CHF - Dommages potentiels = 26 mio CHF

Séance d'information du 5 novembre 2007

17

4 Et maintenant ?

■ Crédit-cadre :

- | | |
|---------------------------------------|------------------|
| ■ Votation au Conseil de Ville | 10 décembre 2007 |
| ■ Votation populaire | 24 février 2008 |
| ■ Réalisation des mesures définitives | 2008-2018 |

■ Mesures urgentes

- | | |
|--|----------------|
| ■ Achat du matériel mobile | Nov.-Déc. 2007 |
| ■ Arrière-digue Morépont | Début 2008 |
| ■ Arrière-digue Grande-Ecluse / En Dozière | Début 2008 |

Séance d'information du 5 novembre 2007

18



4 Quels sont les outils ?

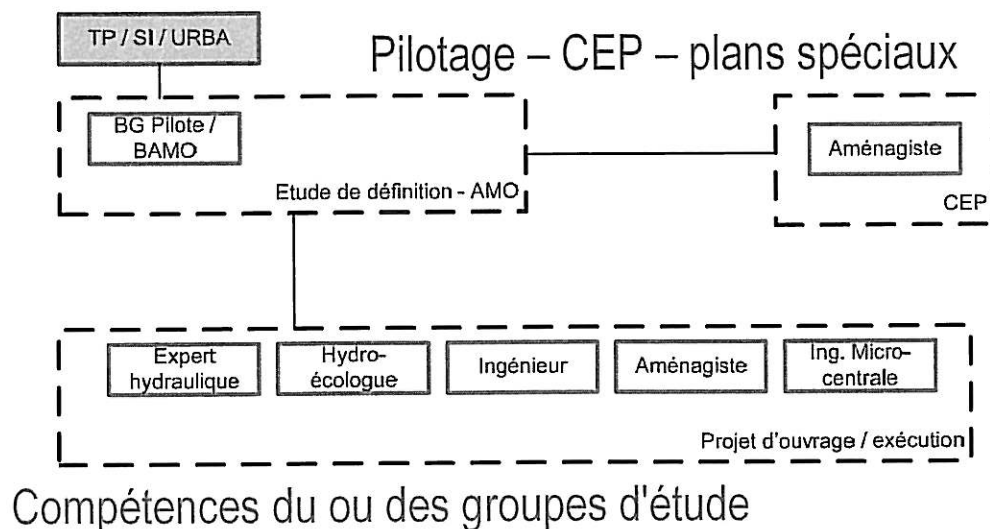
- **CEP** : conception d'évolution du paysage
→ vue d'ensemble nature en ville paysage et urbanisme
- **Plan spécial**
→ concept global d'un secteur, établi en concertation avec tous les milieux concernés
- **Projet intégré**
→ un seul projet pour un site (voir site de la Grande Ecluse)
- **Compétences**
→ hydraulicien, hydro-écologue, aménagiste, ingénieur, ing. micro-centrale

Séance d'information du 5 novembre 2007

19



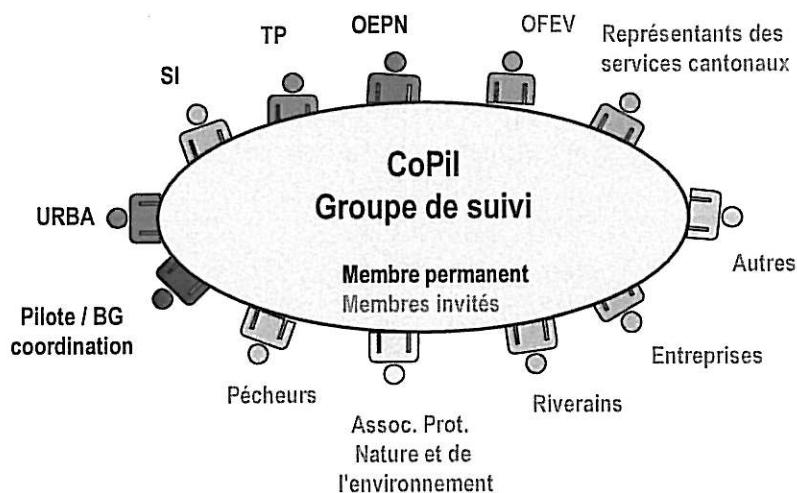
4 Organisation type



Séance d'information du 5 novembre 2007

20

4 Volonté de concertation



Séance d'information du 5 novembre 2007

21 

4 Conclusion

- La sécurité à 100% n'existera jamais !
- Dans tous les cas, la responsabilité des maîtres d'ouvrage, propriétaires et locataires reste de mise (s'assurer contre les dommages dus aux éléments naturels)
- Les mesures sont en équilibre entre :
 - La sécurité, l'environnement, l'économie, le développement de la ville et les finances publiques
- La Ville de Delémont **veut** associer tous les milieux concernés par le projet à l'établissement de celui-ci

Séance d'information du 5 novembre 2007

22 